

Puymoyen, le 08 novembre 2021.

**Collectif des Chasseurs de France en colère**  
**Monsieur le Président du CNPGA**  
**Monsieur le Président de l'ASELMM33**  
**Monsieur le Président de l'ASNA**

N. Réf. : BM/DB-21/007

Objet : Manifestation du 27 novembre 2021 à Bordeaux

Messieurs,

A l'initiative du collectif « Les chasseurs de France en colère » créé sur Facebook avec vos associations le CPNGA (Chasser pour Nos Générations Avenir), l'ASELMM33 (Association des Sauvaginiers des Etangs Lacs et Marais Médocains) et l'ASNA (Association des Sauvaginiers de la Nouvelle-Aquitaine), il a été décidé d'organiser un rassemblement le 27 novembre 2021 à Bordeaux, capitale de la Nouvelle-Aquitaine.

A ce titre, vous avez sollicité les Fédérations Départementales des Chasseurs de la Nouvelle-Aquitaine afin de recueillir leur soutien et leur appui.

En premier lieu, nous regrettons de ne pas avoir été associé en amont de cette réflexion d'autant plus que la communication a déjà été lancée sur les réseaux sociaux.

Vous n'êtes pas sans savoir que le 18 septembre dernier, le réseau cynégétique français s'est fortement mobilisé pour défendre tout particulièrement les chasses traditionnelles (Redon, Amiens, Caen...) mais également apporter notre soutien à toutes les formes de chasse notamment à Mont-de-Marsan (40) pour ce qui nous concerne.

Cette démonstration de force de notre réseau, dans le calme, la bonne humeur, est un signe fort envoyé à l'Etat, aux décideurs et à la société en général. D'ailleurs, aucun débordement n'a été observé et c'est un excellent point sur lequel nous pourrions nous appuyer demain pour démontrer notre capacité à mobiliser et à rassembler dans le respect des institutions.

La décision du Conseil d'Etat le 25 octobre 2021 a été une véritable douche froide pour cette culture traditionnelle du sud-ouest que sont les chasses à la matole et aux pantés. Bien évidemment, cette décision est insupportable, elle est inacceptable, elle est intolérable... mais nous ne devons pas perdre de vue que perdre une bataille ne veut pas dire perdre la guerre.

Le référé suspensif pris en urgence sur les chasses traditionnelles ne présage en rien du jugement sur le fond qui devrait être rendu dans les prochains mois. Cette décision a mis l'accent



sur l'importance du volet juridique (Plus de 1000 pages déposées par One Voice et la LPO) et de la nécessité d'analyser avec sérénité les arguments avancés pour mieux nous défendre.

Réunis en séance exceptionnelle le 29 octobre dernier, les Présidents des FDC de la Nouvelle-Aquitaine ont décidé collégalement de prendre une position commune et nous vous la partageons. En l'état actuel, les FDC néo-aquitaines ne souhaitent pas soutenir votre action pour plusieurs raisons.

La chasse vit une période très troublée avec des attaques incessantes sur tous les fronts, la dernière en date concernant les chasses traditionnelles mais également le bien-être animal.

Nous comprenons la colère qui gronde dans nos rangs et votre exaspération. Malgré tout, une nouvelle manifestation, au mois de novembre, en pleine période de chasse, mobilisera-t-elle suffisamment de chasseurs pour être crédible ? Une stratégie nationale se construit actuellement et le temps de la réponse politique et juridique est désormais engagé.

Laissons le temps aux institutions qui régissent la chasse d'évaluer, de mesurer et de définir un plan de sauvegarde de toutes les chasses pour les générations futures.

Prenons le temps de la réflexion pour prendre les bonnes décisions en prenant du recul, en définissant des scénarii, en évaluant les risques de telle ou telle action. Réagir à chaud, laisser la passion l'emporter... font rarement bon ménage pour des dossiers aussi complexes à traiter. Ne donnons pas de grain à moudre à nos opposants en leur donnant matière à nous décrédibiliser encore un peu plus.

Rappelons-nous que les médias ne sont pas acquis à notre cause et que le moindre écart, la moindre faute... seront utilisés contre nous et contreproductifs dans nos actions à venir.

L'heure viendra, sans doute, d'une grande manifestation nationale, si nous n'obtenions pas gain de cause. Cela nécessite une communication, une préparation qui ne peut se faire dans l'urgence.

Soyez assurés que tout le réseau cynégétique néo-aquitain est mobilisé à tous les échelons de son organisation pour essayer de trouver des solutions durables quant aux problèmes que nous rencontrons aujourd'hui et anticiper ceux de demain.

Une communication différente, une approche plus juridique, une réflexion plus partagée... voilà des pistes concrètes pour répondre aux exigences de la justification permanente de notre activité.

Des réflexions sont en cours sur les meilleures stratégies à déployer avec nos partenaires pour trouver ensemble des solutions pour assurer la pérennité de notre activité sans que nous ne soyons stigmatisés ni caricaturés.

Après les manifestations du 18 septembre dernier, le temps politico-juridico-administratif est devant nous. Des pistes sont à l'étude, des options sont sur la table mais gardons à l'esprit que des initiatives isolées ne résoudront rien.



Pour conclure, le monde de la chasse demande le respect de sa culture, issue de son histoire locale et son environnement, de ces traditions qui font partie de notre patrimoine et de notre identité.

Les chasseurs comme les pêcheurs ou les agriculteurs vivent au quotidien au contact de cette nature qu'ils aiment et qu'ils veulent défendre. De tout temps, ils se sont adaptés au gré des évolutions de la société et des réformes et ils sont toujours prêts à le faire.

Mais aujourd'hui, des postures dogmatiques font que nous nous sentons incompris, méprisés, bafoués par la remise en cause systématique de pratiques inscrites dans notre histoire.

Nous restons à votre disposition pour évoquer de vive voix le contenu de la présente correspondance.

Bien cordialement en Saint-Hubert.

*Pour Christophe BOUYER, Président de la Fédération des Chasseurs de la Charente-Maritime,  
Pour Robert MADUPUY, Président de la Fédération des Chasseurs de la Corrèze,  
Pour Jean-François RUINAUD, Président de la Fédération des Chasseurs de la Creuse,  
Pour Michel AMBLARD, Président de la Fédération des Chasseurs de la Dordogne,  
Pour Henri SABAROT, Président de la Fédération des Chasseurs de la Gironde,  
Pour Jean-Roland BARRERE, Président de la Fédération des Chasseurs des Landes,  
Pour Michel AUROUX, Président de la Fédération des Chasseurs du Lot-et-Garonne,  
Pour Philippe ETCHEVESTE, Président de la Fédération des Chasseurs des Pyrénées-Atlantiques,  
Pour Guy GUEDON, Président de la Fédération des Chasseurs des Deux-Sèvres,  
Pour Michel CUAU, Président de la Fédération des Chasseurs de la Vienne,  
Pour Christian GROLEAU, Président de la Fédération des Chasseurs de la Haute-Vienne,*

**Bruno MEUNIER**  
*Président de la Fédération Régionale des Chasseurs de  
Nouvelle-Aquitaine  
Président de la Fédération des Chasseurs de la Charente*

